

● (1620)

[Français]

M. Gilles Grondin (Saint-Maurice): Madame la Présidente, je désire, cet après-midi, exprimer mon point de vue sur le projet de loi C-109, et puisque ce projet de loi est un exemple parfait de la mauvaise gestion que le gouvernement conservateur impose aux Canadiens depuis quatre ans, je voudrais également exprimer mon désarroi concernant la précarité et l'inaction de ce gouvernement, à plusieurs niveaux. Ce projet de loi, s'il est adopté, permettra au gouvernement d'augmenter la dette nationale de 25 milliards 300 millions de dollars au cours de l'exercice financier qui commencera le 1^{er} avril prochain.

Tout comme le mentionnait mon collègue de Laval-des-Rapides (M. Garneau), dans une allocution sur le sujet, cet emprunt de 25 milliards 300 millions représenterait des dépenses de l'ordre de 2,5 milliards de dollars pour l'exercice financier 1989-1990, en coûts d'intérêts. Et on ne tient pas compte, ici, d'une augmentation fort probable des taux d'intérêts, tel que déjà mentionné par certains experts économiques. Vingt-cinq milliards, cela peut paraître bien insignifiant, un petit emprunt de routine qui vient s'ajouter à une dette nationale déjà beaucoup trop élevée. Cette dette atteindra, à la fin de cet exercice financier, tout près de 300 milliards de dollars. Trois cent milliards de dollars, cela représente un fardeau d'un peu plus de 12 000 \$ par Canadien et Canadienne. Chaque année, il faut que chacun, homme, femme et enfant paient en moyenne un peu plus de 1 000 \$ de taxes, uniquement pour payer les intérêts de la dette nationale. Cela constitue une charge énorme, lorsque l'on sait que plusieurs personnes, pour des raisons diverses, ne paient pas d'impôt.

C'est d'autant plus énorme lorsqu'on constate que, malgré le fait que l'économie aille très bien, le gouvernement conservateur continue d'augmenter la dette. Je crains le pire, madame la Présidente, si ce gouvernement était au pouvoir en période de crise ou même de stabilité économique.

Il y a environ une dizaine d'années, vers les années 1978-1979, le déficit ou la dette était d'environ 60 milliards de dollars. En 1984—et on sait la récession qui a marqué le Canada au cours des années 1981, 1982 et début 1983—le déficit était de 199 milliards lorsque le gouvernement a changé de mains. Après quatre ans de règne conservateur, on a une dette qui se chiffre à 322 milliards de dollars, et si je peux citer mon collègue de Laval-des-Rapides, le gouvernement ou les membres du gouvernement nous disent souvent que le déficit est attribuable en grande partie au précédent gouvernement. Mais s'il avait fallu que le gouvernement libéral précédent ne prenne pas les mesures qui s'imposaient lorsque la récession a frappé le Canada, et lorsque la récession a frappé, en fait, l'économie mondiale, je me demande aujourd'hui où nous en serions rendus, parce que, en définitive, lorsque les mesures ont été prises par le gouvernement libéral, celles-ci ont alors contribué à maintenir les programmes d'aide sociale, à maintenir l'assurance-chômage. Il est donc évident, à ce moment-là, que le déficit a augmenté puisqu'il y avait beaucoup de chômeurs, mais cela a permis, par contre, à des compagnies, par le biais de subventions ou des allocations d'assurance-chômage que les Canadiens recevaient, de continuer à acheter, de continuer à

Pouvoir d'emprunt—Loi

maintenir une certaine économie au Canada durant cette période difficile.

Et ce qu'on peut reprocher au gouvernement qui a suivi le gouvernement libéral, c'est que, alors qu'il y a une croissance économique mondiale marquée, dont bénéficie beaucoup le Canada, on s'aperçoit que le gouvernement ne fait absolument rien pour réduire le déficit.

On change plutôt les opérations comptables—j'aurai l'occasion d'y revenir tout à l'heure—et je pense que c'est le grief le plus important qu'on peut faire à l'égard du gouvernement conservateur. C'est qu'au moment où il pourrait bénéficier d'une période de croissance économique énorme, plutôt que d'aller vers une réduction des dépenses, plutôt que d'aller vers une réduction sensible du déficit, on maintient le déficit, ou on l'abaisse si peu qu'à la longue la dette continue d'augmenter, et si le même gouvernement devait faire face à une récession économique ou à une stabilité économique seulement, je ne voudrais pas être présent dans cette Chambre pour être en mesure de constater jusqu'à quel point le ministre des Finances (M. Wilson) devrait augmenter le déficit annuel pour satisfaire aux besoins que ce gouvernement s'impose.

Après six ans de croissance économique, madame la Présidente, on se retrouve dans une situation plus grave et même pire que ce ne l'était lors de la crise économique de 1981 et de 1982 et du début de 1983. Je le répète, je suis inquiet en tant que Canadien, car ce gouvernement n'a pas su profiter de l'excellente conjoncture économique dont il jouissait: 25,3 milliards de dollars, c'est beaucoup trop pour un gouvernement qui a miné la confiance des Canadiens et des Canadiennes en ne respectant pas ses promesses; 25,3 milliards de dollars, c'est énorme pour un ministre des Finances qui a démontré au dernier Budget qu'il n'avait aucune aptitude pour la bonne gestion de l'argent des Canadiens et des Canadiennes; 25,3 milliards de dollars, c'est aberrant lorsqu'on constate que malgré toutes ces sommes empruntées et prélevées en impôts, malgré la bonne conjoncture économique, le gouvernement conservateur n'a toujours rien à offrir aux plus pauvres, aux plus démunis et aux jeunes.

Même si en tant que libéraux, nous n'avons pas intérêt à retarder indûment l'adoption de ce projet de loi, il faut replacer le cadre dans lequel s'inscrit cet emprunt. En 1984, ce gouvernement avait promis aux Canadiens de ne pas augmenter les impôts qu'on disait déjà trop élevés. Qu'est-ce qu'on constate aujourd'hui? Mon collègue de Laval-des-Rapides en a fait état dans plusieurs de ses discours. Ce gouvernement a maintes fois fait fi de ses promesses en imposant une série de nouvelles taxes et en augmentant indûment les impôts. L'énumération de ces taxes a déjà été faite. Si on les additionne toutes, cela donne quelque chose comme 22 milliards de dollars d'augmentation; 22 milliards de plus, six ans de croissance économique, et le ministre a encore besoin d'emprunter 25 milliards 300 millions de dollars aux Canadiens et aux Canadiennes pour l'exercice à venir. Il y a là, madame la Présidente, un non-sens quelque part.

Toujours en 1984, ce même gouvernement avait également promis aux Canadiens de réduire le déficit de façon significative. Dans son discours du Budget, le ministre des Finances a